

L'hon. M. Drury: Non, monsieur le président. Il revient à l'acheteur de s'assurer que l'usine poursuive ses activités pendant deux ans. C'est là l'engagement. Il n'y a pas d'engagement à demeurer propriétaire.

M. Hopkins: Monsieur le président, j'aimerais dire quelques mots sur cette question. C'est avec une émotion profonde que je prends la parole, car ici même, hier soir, des insinuations ont visé le ministre de l'Agriculture, qui est mon voisin immédiat. Je ne veux lire qu'un bref extrait du hansard. Le député de Swift-Current a dit:

C'est peut-être une coïncidence, mais, dans ce cas-ci, la propriété que le ministre a vendue à \$1 se trouvait dans une circonscription représentée par un ministre de la Couronne qui se porte candidat dans la course au leadership libéral. Y a-t-il ici quelque rapport?

L'hon. M. Drury: Je regrette que le député puisse laisser entendre qu'il pourrait y avoir un certain rapport.

M. McIntosh: Je regrette d'avoir eu à le faire.

J'aimerais rétablir ici les faits géographiques et dire au député de Swift-Current qu'il...

M. McIntosh: Maple-Creek.

M. Hopkins: Pardon, Swift-Current-Maple-Creek—qu'il n'a pas besoin de s'inquiéter du fait que cette fabrique soit située dans la circonscription d'un candidat au poste de chef du parti libéral. Elle se trouve en réalité dans ma circonscription, et il y a déjà tant d'excellents candidats au poste de chef du parti libéral que je ne pense pas y poser également ma candidature.

M. Fane: Vous auriez plus de succès que beaucoup d'entre eux.

M. Hopkins: Je trouve toujours les remarques du député de Vegreville intéressantes. J'aimerais signaler également que le député de Swift-Current-Maple-Creek a dit ceci...

M. MacInnis: La page.

M. Hopkins: Page 7831:

Je ne crois pas un seul instant que le ministre n'ait pas disposé d'un actif du peuple canadien. J'aurais aimé avoir la chance d'acheter cette usine à \$1.

Je me permets de faire remarquer que la vente de l'usine au député de Swift-Current-Maple-Creek ne réglerait pas les problèmes économiques du comté de Renfrew. Le député a ajouté:

Le ministre aurait bien mieux fait de fermer l'usine et de la donner à la ville, car celle-ci aurait pu en retirer un certain profit.

[M. McIntosh.]

Cette usine est située dans une municipalité rurale, non dans une ville érigée en municipalité. Ce qui m'inquiète dans tout cela, c'est qu'un membre du parti conservateur suggère qu'une industrie de ma circonscription soit discontinuée. Cela reflète l'attitude adoptée depuis plusieurs années par le parti conservateur à l'égard de l'Est de l'Ontario.

On ne parle pas des emplois que cette usine a fournis dans le comté de Renfrew dans le passé, monsieur le président.

Vu qu'on a mentionné certaines pertes, je tiens à signaler que la concurrence est très forte sur le plan international dans l'industrie du magnésium. On a mentionné aussi que l'usine compte actuellement 184 employés, y compris 30 qui ont été embauchés depuis que la Bartaco a assumé la direction des affaires. On dit que 30 p. 100 de ces employés y travaillent depuis 7 ans et le reste depuis moins de temps.

A noter aussi que certains ouvriers spécialisés y sont requis, par exemple des métallurgistes, des radiographes, des modeleurs, des noyauteurs, des machinistes, et le reste. Ces gens habitent la région et méritent la considération dont le gouvernement a fait preuve à leur égard en gardant l'usine en activité. Je suis très reconnaissant au gouvernement d'avoir agi ainsi.

Il ne faudrait pas oublier une autre chose. Vu qu'il s'agit d'une fonderie de magnésium, il est assez difficile de la transformer pour qu'elle puisse servir à d'autres fins. La demande est donc relativement faible pour une telle usine. Si on n'avait pas trouvé cette solution, beaucoup de familles auraient perdu leur gagne-pain. Pourtant, le député de Swift-Current-Maple-Creek estime qu'on aurait dû fermer l'usine. A mon avis, cela démontre un mépris impitoyable de l'humanité. (*Applaudissements*)

● (5.40 p.m.)

Le gouvernement...

Une voix: De quelle page s'agit-il?

M. Hopkins: Le gouvernement dépense des millions de dollars pour garder les gens au travail dans la région du Cap-Breton; en tant que Canadien et comme ami du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, je souscris sans réserve à ce programme.